



L'AN MIL NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT (1997), le septième (7e) jour de février.

DEVANT Me MARC GAUTHIER, notaire à Chibougamau, province de Québec.

COMPARAISSENT :

La **MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX MINES, AUX TERRES ET AUX FORÊTS**, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant en vertu du décret 123-96 du 29 janvier 1996, dont le bureau est situé au 5700, 4e Avenue Ouest à Charlesbourg (Québec), G1H 6R1, dûment autorisée en vertu de la Loi sur les terres du domaine public (L.R.Q., chapitre T-8.1), telle que modifiée par le chapitre 20 des Lois de 1995, représenté par monsieur **André Bélec**, responsable du Bureau local, dont le bureau est situé au 837, boulevard Sacré-Coeur à St-Félicien (Québec), G8K 1S7, dûment habilité par le Règlement sur la signature de certains actes, documents et écrits du ministère des Ressources naturelles, adopté par le décret 1455-95 du 8 novembre 1995.

Ci-après nommée : "Le cédant",

ET

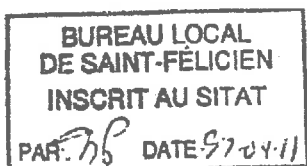
VILLE DE CHAPAIS, corporation municipale ayant son siège social au 145, boul. Springer, Chapais (Québec), G0W 1H0, représentée par messieurs **Jacques Bérubé**, maire et **Daniel Dufour**, secrétaire-trésorier, dûment autorisés en vertu d'une résolution du Conseil en date du dix octobre mil neuf cent quatre-vingt-quinze (10 octobre 1995) dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par les représentants en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée : "Le cessionnaire",

LESQUELS conviennent :

OBJET DU CONTRAT

Le cédant cède à titre gratuit au cessionnaire les immeubles (ci-après nommés "l'immeuble") dont les désignations suivent : _____



Ce contrat d'inscription
Circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest

1

Réquisition
présentée le 14 FEV. 1997 9.55
heures minutes

No d'inscription 296288

Ce contrat est signé par _____

DÉSIGNATIONS

- 1) Une partie du bloc "DIX" (bloc 10, partie) de l'arpentage primitif du canton de Lévy, contenant d'après arpentage 8,311 hectares, plus ou moins, correspondant au lot TROIS (lot 3) du cadastre du canton de Lévy, de la circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest.
- 2) Une partie du bloc "NEUF" (bloc 9, partie) de l'arpentage primitif du canton de Lévy, contenant d'après arpentage 8,961 hectares, plus ou moins, correspondant au lot QUATRE (lot 4) du cadastre du canton de Lévy, de la circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest.
- 3) Une partie du bloc "SEPT" (bloc 7, partie) de l'arpentage primitif du canton de Lévy, contenant d'après arpentage 51,753 hectares, plus ou moins, correspondant au lot CINQ (lot 5) du cadastre du canton de Lévy, de la circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest.
- 4) Une partie du bloc "HUIT" (bloc 8, partie) de l'arpentage primitif du canton de Lévy, contenant d'après arpentage 23,201 hectares, plus ou moins, correspondant au lot SIX (lot 6) du cadastre du canton de Lévy, de la circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest.
- 5) Sept parties du bloc "UN" (bloc 1, parties) de l'arpentage primitif du canton de Lévy, contenant d'après arpentage 36 513,6 mètres carrés, plus ou moins, correspondant aux lots DIX, ONZE, DOUZE, TREIZE, la subdivision SIX CENT SIX du bloc "UN", la subdivision SIX CENT SEPT du bloc "UN" et la subdivision SIX CENT HUIT du bloc "UN" (lots 10, 11, 12, 13, 1-606, 1-607 et 1-608) du cadastre du canton de Lévy, de la circonscription foncière de Lac St-Jean Ouest.

Le tout sans bâtisse dessus construite, avec circonstance et dépendance.

GARANTIE

Cette cession est faite avec la garantie légale.

SERVITUDE

Le cédant déclare que l'immeuble n'est l'objet d'aucune servitude.

RESTRICTION AU DROIT DE DISPOSER

(articles 3 et 4 du décret 232-89)

La cession des terrains est consentie à des fins municipales de parc public (lots 10, 11, 12, 13, 1-606, 1-607 et 1-608) et de site d'enfouissement sanitaire (lots 3, 4, 5 et 6). Conséquemment, l'immeuble présentement cédé ne pourra être utilisé à d'autres fins, ni être vendu, cédé, donné ou autrement aliéné sans l'autorisation préalable du ministre des Ressources naturelles, conformément à la Loi sur les terres du domaine public (*L.R.Q., chapitre 7-8.1*) et aux règlements qui en découlent. La présente clause devient inopérante à l'expiration d'un délai de trente (30) ans à compter de la date des présentes.

RÉSERVE EN FAVEUR DU DOMAINE PUBLIC

Réserve de biens et sites archéologiques

Conformément à l'article 44 de la Loi sur les biens culturels (*L.R.Q., chapitre B-4*), la présente cession est sujette à une réserve en pleine propriété en faveur du domaine public des biens et sites archéologiques qui s'y trouvent, à l'exception des trésors qui demeurent régis par l'article 938 du Code civil du Québec.

Chemin(s) existant(s), s'il y a lieu

Conformément à l'article 46.1 de la Loi sur les terres du domaine public, l'aliénation par le ministre d'une terre du domaine public n'a pas pour effet de transférer la propriété d'un chemin forestier, d'un chemin minier ou d'un chemin entretenu par le ministre des Transports ou une municipalité, qu'il soit fait mention ou non de la présence de ce chemin dans l'acte de transfert de propriété.

Toute aliénation d'une terre traversée par un chemin autre que ceux qui sont mentionnés au premier alinéa, et donnant accès à d'autres terres du domaine public ou privé, est assujettie, sans indemnité mais à charge d'entretien par les utilisateurs, à une servitude de passage à pied et en véhicule de toute nature qui s'exerce sur l'assiette de ce chemin.

EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

Le gouvernement du Québec ne sera nullement responsable des dommages qui pourraient être subis par le cessionnaire, ses successeurs ou ses ayants droit, en conséquence d'une exploitation minière antérieure.

Nous, soussignés, la Ministre déléguée aux mines, aux terres et aux forêts, représenté par André Bélec et Ville de Chapais, représentée par Jacques Bérubé et Daniel Dufour, déclarons qu'il n'y a pas transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visé à l'article 1.0.1. de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

a) Le cédant est : La Ministre déléguée aux mines, aux terres et aux forêts

Le cessionnaire est : Ville de Chapais

b) Adresse du cédant : 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec), G1H 6R1.

c) Adresse du cessionnaire : 145, boul. Springer, Chapais (Québec) G0W 1H0.

d) Nom de la ville dans laquelle est situé l'immeuble : Chapais (Québec)

Signé à St-Félicien, le 16 janvier 1997.

LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX MINES,
AUX TERRES ET AUX FORÊTS

par: André Bélec

Signé à Chapais, le 7 février 1997.

VILLE DE CHAPAIS

par: Jacques Bérubé

INDEX DES IMMEUBLES

Cadastré _____ Canton Lévy _____

Lot n° _____ 1-606

Division d'enregistrement de _____ Lac St-Jean Ouest _____

Rang _____ Bloc 1

Plan n° _____ 3631

Canton _____ Lévy _____

Déposé au bureau d'enregistrement le _____ 92-11-19

Autres _____

Attesté à _____ Roberval _____

le _____ 92-11-19 _____

A _____ M _____ J _____ par _____

François Lévesque

Régistrateur: _____

Concordance _____

NOMS DES PARTIES	TITRE DE L'ACTE	ENREGISTREMENT		REMARQUES ET AVIS D'ADRESSE	RADIATIONS
		DATE	N°		
Minnova Inc. Ministère des Ressources Naturelles à Ville de Chapais de La Ministre Déléguée aux Mines, Terres & Forêts à Ville de Chapais	Autorisation Servitude Cession	94-11-10 95-02-21 97-02-14	284787 285893 296288	d'aliéner Re: Aqueduc A titre gratuit.	CP. V. J. S. M.



Gouvernement du Québec
Ministère des
Ressources naturelles
Service des titres d'exploitation

Charlesbourg, le 19 octobre 1994

Monsieur N.W. Rayner
Metall Mining Corporation
Suite 3400 Aetna Tower
79 Wellington Street West
P.O. Box 79 Toronto Dominion Centre
Toronto (Ontario)
M5K 1A1

Objet : Abandon de la concession minière 534
détenue par Corporation Minière Metall

Bloc 9

Monsieur,

La présente fait suite à votre requête du 15 mars 1993 où vous demandiez l'abandon du titre minier détenu par Corporation Minière Metall dans le canton Lévy.

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés pour les présentes par l'article 7 du Règlement sur la délégation de l'exercice des pouvoirs attribués au ministre des Ressources naturelles par la Loi sur les mines, publié dans la Gazette officielle du Québec le 19 février 1992 et après consultation du ministère de l'Environnement et de la Faune, j'autorise Corporation Minière Metall à abandonner son droit sur le terrain faisant l'objet de la concession minière 534 à compter du 1^{er} novembre 1994.

Dans les trente (30) jours de l'abandon de la concession minière 534, le titulaire pourra se prévaloir de la priorité de jalonnement par avis de désignation sur carte prévue à l'article 123 de la Loi sur les mines.

Si vous désirez vous prévaloir de cette priorité, vous devez adresser votre demande au Service des titres d'exploration du ministère des Ressources naturelles sur le formulaire prescrit dans les délais requis.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Rémy Maranda, chef
Service des titres d'exploitation

RM/lr

5700, 4^e Avenue Ouest, bur. A-115
Charlesbourg (Québec) G1H 6R1

Tél. : (418) 646-2717
Fax : (418) 643-9297

Gouvernement du Québec
Ministère des Ressources
naturelles

**ABANDON DES DROITS MINIERS
ACCORDÉS PAR LA COURONNE**

Nature des droits miniers abandonnés : Concession minière 534
(82-03-02-04-534) superficière et souterraine

Titulaire des droits miniers abandonnés : Corporation
Minière Metall

Numéro du feuillet du registre minier : _____

Désignation du terrain : Bloc 9 du canton Lévy ayant une superficie
de 265,73 hectares

Circonscription foncière : Roberval

SIGNÉ LE 1^{er} novembre 1994 À Charlesbourg


Chef du Service des titres d'exploitation